



Intersyndicale départementale de l'Éducation – Bouches-du-Rhône  
FSU, CGT'Éduc'Action, SUD Education, FNEC-FP-FO, SIAES-FAEN, CNT SO

## Les personnels de l'Éducation mobilisés

pour le retrait du projet Macron sur les retraites, pour l'abandon de la réforme du lycée

## Les familles sont concernées et les soutiennent

Les professeurs et les personnels de l'éducation nationale sont mobilisés depuis le jeudi 5 décembre 2019 dans un mouvement interprofessionnel continu de grèves et de manifestations, **pour l'abandon de la réforme des retraites** qui vise à créer un système universel de retraites par points.

Ils ont en effet vite compris que l'abandon de la règle de calcul de la pension sur la base des 6 derniers mois de salaires allait entraîner une chute vertigineuse des pensions. Mais l'abandon des 25 meilleures années va également provoquer une baisse des retraites pour les salariés du privé. Calculer le montant de la retraite sur la base de toute la période d'activité, c'est faire perdurer à la retraite les effets inégalitaires du marché du travail : périodes de stage, petits boulots, faibles salaires, inégalités salariales entre les femmes et les hommes, périodes de chômage, inégalités d'accès aux primes, chômage des seniors... En outre, dans un système par points, le montant de la retraite est précaire pour tout le monde. Le rendement du point est la variable d'ajustement qui sera modulée au fil du temps pour garantir l'équilibre financier du système qui devient une "règle d'or". Les retraites versées vont ainsi fluctuer au gré des aléas, faisant peser sur tous les retraités des risques de paupérisation certains, sauf à avoir des revenus qui rendent possible l'épargne individuelle.

Alors que le nombre de retraités va augmenter de 25 % d'ici à 2050, le gouvernement veut limiter à 14 % du PIB (comme actuellement) la part des richesses consacrées au financement des retraites : cela ne peut qu'impliquer une baisse des retraites de tous ! Nous sommes mobilisés pour obtenir un financement solidaire des régimes de retraite par répartition, en augmentant la masse salariale et les cotisations patronales, en élargissant les assiettes de cotisation et en mettant à contribution d'autres richesses que les seuls salaires.

**Mais les personnels de l'éducation nationale sont aussi mobilisés pour défendre la qualité du service public** d'éducation, mise à mal par les réformes entreprises au pas de charge par le ministre Jean-Michel Blanquer.

Le système éducatif est aujourd'hui plus inégalitaire, plus opaque, plus pauvre, plus sélectif, plus élitiste. Les effectifs des classes sont plus lourds et nous disposons de moins de temps de travail personnalisé, en particulier en collège. **La réforme du lycée** désorganise les cursus, les enseignements et les équipes pédagogiques. Nous ne sommes même plus en mesure de réunir des conseils de classe ! Le suivi individuel est moins bien assuré. La réforme du baccalauréat est rude pour nos élèves qui sont en permanence évalués du fait du contrôle continu. Le baccalauréat ne présente plus les garanties d'un diplôme national et sa valeur peut varier en fonction du quartier d'origine. L'accès aux **poursuites d'études** est plus sélectif, plus opaque et plus stressant pour les jeunes.

Dans l'immédiat, nous demandons le report des **E3C, épreuves communes en contrôle continu** de janvier/février en classe de première, et, dans un deuxième temps, l'abandon de la réforme du lycée.

La rentrée 2020 va se traduire par une nouvelle dégradation des conditions d'étude des élèves car nos collèges et nos lycées ne devraient avoir que 2 enseignants de plus pour accueillir 1700 élèves de plus: il en faudrait 140 !

**Revaloriser les carrières** des enseignants, améliorer les conditions de travail, cela devient urgent si l'on veut pouvoir recruter les jeunes enseignants dont notre jeunesse a besoin : d'ores-et-déjà les étudiants ne sont plus attirés par les métiers de l'éducation, et on les comprend! Notre métier est devenu au fil de ces réformes plus éprouvant et moins épanouissant, nos conditions de travail se sont dégradées. L'enseignement et les conditions d'étude dont bénéficient vos enfants s'en ressentent.

**Il n'y a pas de fatalité ! Tout cela n'est que la conséquence de choix politiques, choix que l'on peut faire changer si nous y œuvrons ensemble ! Nous sommes tous concernés !**